

1317

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Jeudi, le 19 décembre 1912.

N^o 94.

Donnerstag, den 19. Dezember 1912.

Arrêté grand-ducal du 11 décembre 1912, portant règlement pour l'exécution de la loi du 7 août 1912, sur la création d'une caisse de prévoyance en faveur des fonctionnaires et employés des communes et établissements publics.

Nous MARIE-ADELAÏDE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu les art. 7, 30, 40, 41 et 44 de la loi du 7 août 1912, sur la création d'une caisse de prévoyance en faveur des fonctionnaires et employés des communes et établissements publics;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'intérieur, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Chap. I. — *De l'institution et de l'organisation de la caisse.*

Art. 1^{er}. Il est institué, à partir du 1^{er} janvier 1913, une caisse commune de prévoyance en faveur des fonctionnaires et employés des communes et syndicats de communes, des hospices et des bureaux de bienfaisance.

L'institution a pour objet, dans les conditions et limites déterminées par la loi et le présent règlement, d'assurer aux membres participants, à leurs veuves et à leurs enfants mineurs, des pensions de retraite ainsi que des secours en cas de maladie et de décès.

Großh. Beschluß vom 11. Dezember 1912, betreffend die Ausführungsbestimmungen des Gesetzes vom 7. August 1912, über die Gründung einer Fürsorgekasse für die Beamten und Angestellten der Gemeinden und öffentlichen Anstalten.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, zc., zc., zc.;

Nach Einsicht der Art. 7, 30, 40, 41 und 44 des Gesetzes vom 7. August 1912, betreffend die Gründung einer Fürsorgekasse für die Beamten und Angestellten der Gemeinden und öffentlichen Anstalten;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors des Innern und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Kap. I. — *Einrichtung und Organisation der Kasse.*

Art. 1. Vom 1. Januar 1913 ab wird eine allgemeine Fürsorgekasse zugunsten der Beamten und Angestellten der Gemeinden, Gemeindeverbände, Hospizien und Wohltätigkeitsbureaus eingerichtet.

Diese Einrichtung bezweckt, in den durch das Gesetz und durch gegenwärtiges Reglement gezogenen Grenzen den der Kasse angegliederten Personen, sowie deren Wittwen und minderjährigen Kindern Pensionen und Unterstützungen bei Krankheits- und Todesfällen zuzusichern.

Art. 2. Le membre du Gouvernement ayant dans ses attributions les affaires communales a la direction générale de la caisse. Il est spécialement chargé de veiller à la stricte application des dispositions de la loi et des règlements pris en son exécution. Il assure le contrôle de la comptabilité et décide du placement des fonds de la caisse.

Art. 3. La caisse est dirigée et administrée par un conseil d'administration composé de cinq membres, savoir: 1^o d'un président; 2^o d'un vice-président et 3^o de trois membres.

Art. 4. Les membres du conseil d'administration sont nommés et démissionnés par le Directeur général du ressort.

Les nominations sont faites pour le terme de six ans.

Art. 5. Trois au moins des membres du conseil d'administration sont choisis parmi les fonctionnaires et employés affiliés à la caisse. Ils perdent leur qualité de membre par la cessation de cette affiliation.

Art. 6. Le conseil d'administration est partagé en deux séries de sortie, la première de deux et la seconde de trois membres.

Tous les trois ans les membres de l'une des séries cessent de faire partie du conseil. Un tirage au sort détermine les membres formant la première série.

Art. 7. Les membres sortants peuvent être nommés à nouveau. Le membre nommé en remplacement d'un autre qui a cessé ses fonctions par extraordinaire, achève le terme de celui qu'il remplace.

Art. 8. Il est alloué aux membres du conseil d'administration pour leur assistance aux réunions du conseil des jetons de présence

Art. 2. Dem mit den Gemeindeangelegenheiten betrauten Regierungsmitglied untersteht die allgemeine Leitung der Kasse. Der General-Direktor sorgt für die genaue Anwendung der Bestimmungen des Gesetzes und der zur Ausführung dieses Gesetzes erlassenen Reglemente. Er überwacht das Rechnungswesen und bestimmt über die Anlegung der Kassengelder.

Art. 3. Die Leitung und Verwaltung der Kasse untersteht einem Verwaltungsrat von fünf Mitgliedern, nämlich: 1. einem Präsidenten; 2. einem Vice-Präsidenten; 3. drei Mitgliedern.

Art. 4. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden vom zuständigen General-Direktor ernannt und entlassen.

Die Ernennungen geschehen für einen Zeitraum von sechs Jahren.

Art. 5. Mindestens drei Mitglieder des Verwaltungsrates werden unter den der Kasse angegliederten Beamten und Angestellten gewählt. Sie gehen ihrer Eigenschaft als Mitglied des Verwaltungsrates verlustig, sobald sie der Kasse nicht mehr angehören.

Art. 6. Der Verwaltungsrat begreift zwei Austrittsserien. Die erste Austrittsserie begreift zwei und die zweite drei Mitglieder.

Die je einer der beiden Serien angehörenden Mitglieder scheiden alle drei Jahre aus dem Verwaltungsrat. Die Mitglieder der ersten Serie werden durch das Los bestimmt.

Art. 7. Die austretenden Mitglieder können neuerdings ernannt werden. Tritt ein Mitglied außerhalb der in vorhergehendem Artikel vorgesehenen Fälle aus, so vollendet das in Ersetzung desselben ernannte Mitglied den Termin seines Vorgängers.

Art. 8. Den an den Sitzungen des Verwaltungsrates teilnehmenden Mitgliedern werden Präsenzgelde bewilligt, deren Betrag und Ver-

dont le taux et le mode de répartition seront fixés par arrêté ministériel.

Le président du conseil jouit, en outre, d'une indemnité supplémentaire annuelle à fixer par arrêté ministériel.

Les frais de route et de séjour revenant aux membres forains du conseil seront également réglés par disposition ministérielle.

Chaque année, le Directeur général du ressort fixera les frais d'administration à mettre à la disposition du conseil.

Art. 9. Un secrétaire-trésorier est attaché au conseil d'administration. Il est nommé et démissionné par le conseil sous l'approbation du Directeur général du ressort. Il peut être pris en dehors des membres de la caisse.

Le traitement du secrétaire-trésorier est fixé par le conseil d'administration sous l'approbation du Directeur général.

Outre les autres devoirs déterminés par le présent règlement ou par le conseil d'administration, le secrétaire-trésorier est chargé du recouvrement des recettes et du paiement des dépenses de la caisse.

En garantie de sa gestion, il doit fournir un cautionnement dont la nature et le montant sont fixés par le conseil d'administration sous l'approbation du Directeur général.

Art. 10. En cas d'absence, le président est remplacé par le vice-président et respectivement par le membre le plus âgé du conseil.

Art. 11. Le président ou celui qui le remplace a la direction journalière des affaires de la caisse; il représente celle-ci judiciairement et extrajudiciairement.

Art. 12. Le conseil d'administration se réunit,

teilungsmodus durch Ministerial-Beschluß festgesetzt werden.

Der Präsident bezieht außerdem noch eine jährliche durch Ministerial-Beschluß festzusetzende Supplementarentschädigung.

Die Reise- und Aufenthaltsgelder der auswärtigen Mitglieder des Verwaltungsrates werden ebenfalls durch Ministerial-Beschluß geregelt.

Die zur Bestreitung der Verwaltungskosten benötigten Gelder werden vom zuständigen General-Direktor festgesetzt und dem Verwaltungsrat zur Verfügung gestellt.

Art. 9. Ein Sekretär-Einnehmer ist dem Verwaltungsrat beigegeben. Er erhält seine Ernennung und Entlassung vom Verwaltungsrat, vorbehaltlich der Genehmigung des zuständigen General-Direktors. Er kann auch außerhalb der Mitglieder der Kasse gewählt werden.

Das Gehalt des Sekretär-Einnehmers wird vom Verwaltungsrat festgesetzt, vorbehaltlich der Genehmigung des General-Direktors.

Außer den durch gegenwärtiges Reglement oder den Verwaltungsrat dem Sekretär-Einnehmer auferlegten Obliegenheiten, ist letzterer noch mit dem Kassendienst betraut.

Zur Sicherheit seiner Amtsführung hat der Sekretär-Einnehmer eine Kaution zu hinterlegen, deren Betrag und Beschaffenheit durch den Verwaltungsrat, vorbehaltlich der Genehmigung des General-Direktors, bestimmt werden.

Art. 10. Ist der Präsident abwesend, so wird er durch den Vize-Präsidenten und nötigenfalls durch das älteste Mitglied des Verwaltungsrates ersetzt.

Art. 11. Der Präsident oder sein Stellvertreter ist mit der täglichen Überwachung des Kassendienstes beauftragt; auch vertritt er die Kasse gerichtlich sowie außergerichtlich.

Art. 12. Der Verwaltungsrat wird vom Prä-

sur la convocation de son président ou de celui qui le remplace. Il peut être convoqué aussi par le Directeur général du ressort.

Les bulletins ou lettres de convocation énonceront l'objet de la réunion.

Art. 13. Le conseil d'administration dirige la caisse. Il a droit de décision dans toutes les questions que la loi ne réserve pas à l'autorité supérieure.

Indépendamment des attributions résultant de la loi et du présent règlement, le conseil d'administration donne son avis sur toutes les questions concernant la caisse, qui lui sont soumises par le Directeur général du ressort. Il peut faire au Gouvernement sur toutes ces questions telles propositions qu'il jugera utiles.

Art. 14. Le conseil d'administration arrête son règlement d'ordre intérieur; ce règlement n'a de force qu'après avoir été approuvé par le Directeur général.

Art. 15. Le conseil délibère valablement au nombre de trois membres. Les résolutions sont prises à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 16. Tout membre du conseil qui, sans excuses reconnues valables, se sera abstenu de se rendre à trois convocations successives, peut, sur l'avis du conseil, être déclaré démissionnaire par le Directeur général.

Art. 17. Il est tenu par le secrétaire-trésorier, pour chaque séance, un procès-verbal des délibérations. Lecture en est faite au commencement de la séance suivante. Après son adoption par le conseil, le procès-verbal est signé par tous les membres qui ont assisté et copie dûment certifiée conforme par le président est transmise dans les huit jours au Directeur général.

sidenten oder dessen Stellvertreter einberufen. Er kann auch vom zuständigen General-Direktor einberufen werden.

Die Einberufungsschreiben enthalten die Tagesordnung.

Art. 13. Die Leitung der Kasse untersteht dem Verwaltungsrat. Letzterer entscheidet in allen Angelegenheiten, die nicht durch das Gesetz dem Entscheid der Oberbehörde vorbehalten sind.

Außer den ihm durch das Gesetz oder durch gegenwärtiges Reglement zuerkannten Befugnissen, gibt der Verwaltungsrat sein Gutachten über alle die Kasse betreffenden Fragen ab, die ihm vom zuständigen General-Direktor unterbreitet werden. Er macht der Regierung zu allen diesen Fragen diejenigen Vorschläge die er für möglich erachtet.

Art. 14. Der Verwaltungsrat bestimmt seine Geschäftsordnung, die indes erst nach Genehmigung durch den General-Direktor in Kraft tritt.

Art. 15. Der Verwaltungsrat kann nur gültig beschließen, wenn drei Mitglieder zugegen sind. Die Beschlüsse werden mit absoluter Stimmenmehrheit gefaßt. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Präsidenten entscheidend.

Art. 16. Hat ein Mitglied des Verwaltungsrates ohne rechtmäßige Entschuldigung drei aufeinanderfolgenden Sitzungen nicht beigewohnt, so kann es auf das Gutachten des Verwaltungsrates vom General-Direktor als entlassen erklärt werden.

Art. 17. Der Sekretär-Einnehmer nimmt das Protokoll der in den Sitzungen gefaßten Beschlüsse auf, das zu Beginn der darauffolgenden Sitzung verlesen wird. Wird das Protokoll gutgeheißen, so wird es von den in der vorigen Sitzung anwesenden Mitgliedern unterzeichnet; eine vom Präsidenten als gleichlautend beglaubigte Abschrift wird dem General-Direktor innerhalb acht Tagen übermittelt.

Les procès-verbaux font mention des membres qui ont assisté à la séance.

Chaque membre a le droit de faire inscrire ses observations et son vote au procès-verbal.

Art. 18. La correspondance du conseil d'administration est signée par le président et le secrétaire-trésorier.

Chap. II. — *De la participation à la caisse.*

Art. 19. Sauf les exceptions prévues à l'art. 20, la participation à la caisse est obligatoire pour les fonctionnaires et employés des communes qui entreront en fonctions à partir du 1^{er} janvier 1913.

Sont également tenus de s'affilier à la caisse les fonctionnaires ou employés attachés au service de cette institution.

La participation est facultative:

a) pour les fonctionnaires et employés communaux déjà en fonctions à la date du 1^{er} janvier 1913, pour autant qu'ils ne tombent pas sous le coup des exclusions énumérées sous les nos 1 à 3 de l'art. 20;

b) pour les fonctionnaires et employés communaux qui sont en même temps fonctionnaires de l'Etat ou instituteurs attachés à une école primaire et qui, en cette qualité, touchent un traitement ne dépassant pas 3000 fr. et donnant droit à pension, de même que pour ceux qui jouissent déjà d'une pension de l'Etat de 2000 fr. au maximum;

c) pour les employés des hospices et des bureaux de bienfaisance jouissant d'un traitement fixe d'au moins 300 fr.

Art. 20. Ne sont pas admis à s'affilier à la caisse:

1^o les fonctionnaires et employés mentionnés sub litt. b de l'art. 19, qui touchent, en qualité de fonctionnaires de l'Etat ou d'instituteurs, un traitement pensionnable supérieur à 3000 fr.

Das Protokoll zählt die in der Sitzung anwesenden Mitglieder auf.

Jedes Mitglied hat das Recht, seine Bemerkungen und sein Votum in das Protokoll aufnehmen zu lassen.

Art. 18. Die Korrespondenz des Verwaltungsrates wird vom Präsidenten und vom Sekretär-Einnnehmer unterzeichnet.

Kap. II. — Beitritt zur Kasse.

Art. 19. Mit Ausnahme der im Art. 20 aufgezählten Fälle ist der Beitritt zur Kasse für alle Gemeindebeamten und Angestellten obligatorisch, deren Dienstantritt nach dem 1. Januar 1913 erfolgt.

Die im Dienste der Pensions- und Unterstützungskasse stehenden Angestellten müssen ebenfalls dieser Kasse beitreten.

Der Beitritt zur Kasse ist fakultativ:

a) für die am 1. Januar 1913 in der Gemeinde schon im Dienst stehenden Gemeindebeamten und Angestellten, insofern sie nicht unter die im Art. 20, Nr. 1—3 vorgesehenen Ausnahmen fallen;

b) für die Gemeindebeamten, die gleichzeitig Staatsbeamten oder Primarlehrer sind und in dieser Eigenschaft ein pensionsberechtigtes Gehalt von nicht über 3000 Fr. beziehen, sowie für alle Gemeindebeamten und Angestellten, die vom Staate eine Pension erhalten, die jährlich 2000 Fr. nicht übersteigt;

c) für die Beamten der Hospizien oder Wohltätigkeitsbüreau, die ein festes Gehalt von wenigstens 300 Fr. beziehen.

Art. 20. Vom Beitritt zur Kasse sind ausgeschlossen:

1. die unter lit^a b des Art. 19 aufgeführten Gemeindebeamten und Angestellten, die in ihrer Eigenschaft als Staatsbeamte oder Lehrer ein 3000 Fr. übersteigendes, pensionsberechtigtes

de même que les personnes jouissant d'une pension de l'Etat dépassant 2000 fr.;

2° les titulaires d'emplois conférés à titre temporaire et ceux rétribués autrement que par un traitement fixe à charge des communes:

3° les titulaires d'emplois accessoires auxquels est attaché un traitement inférieur à 300 fr.

Néanmoins, si les emplois accessoires sont confiés à des titulaires déjà chargés dans la même commune d'un autre emploi communal en raison duquel ils sont affiliés à la caisse, ces fonctionnaires et employés restent soumis, par rapport aux traitements attachés aux services accessoires, aux retenues prévues sous les nos 1 et 2 de l'art. 25 de la loi, et leur pension sera réglée sur la base des traitements réunis qu'ils touchent du chef des divers emplois dont ils se trouvent investis lors de leur mise à la retraite.

Art. 21. Dans les cas où la participation est facultative, les fonctionnaires et employés qui désirent s'affilier à la caisse, doivent adresser leur déclaration d'affiliation par lettre chargée ou contre récépissé au président du conseil d'administration, sous peine de forclusion, au plus tard dans le délai de six mois à compter du 1^{er} janvier 1913 et respectivement de la date de leur nomination au cas où celle-ci est postérieure au 1^{er} janvier 1913.

La déclaration doit être conforme au modèle annexé au présent règlement.

Chapitre III. -- De la comptabilité.

Art. 22. Les comptes et registres de la caisse de retraite et de la caisse de secours sont tenus séparément. Leurs fonds ne peuvent jamais être confondus. La vérification des caisses est toujours faite simultanément.

Art. 23. Les ressources de la caisse de retraite consistent en:

Gehalt beziehen; desgleichen die Personen, die bereits im Genusse einer Staatspension von über 2000 Fr. sind;

2. die Inhaber zeitweilig übertragener Ämter sowie die Inhaber von Stellen, die für ihre Dienstleistungen anders als durch ein festes Gehalt von der Gemeinde entschädigt werden;

3. die Inhaber von Nebenämtern, die ein festes Gehalt von weniger als 300 Fr. beziehen.

Beamte und Angestellte jedoch, die in einer und derselben Gemeinde Nebenämter mit einem beitragspflichtigen Gemeindeamt kumulieren, sind für die Gehälter, die ihnen für diese Nebenämter ausbezahlt werden, den unter Nr. 1 und 2 des Art. 25 des Gesetzes vorgesehenen Gehaltsabzügen unterworfen; ihre Pension wird auf Grund des Gesamtbetrages der Gehälter, die sie zur Zeit ihrer Pensionierung beziehen, geregelt.

Art. 21. Zu den Fällen, wo der Beitritt zur Kasse fakultativ ist, müssen die Beamten und Angestellten, die der Kasse beitreten wollen, ihre Beitrittserklärung durch eingeschriebenen Brief oder gegen Empfangsbcheinigung und zwar, unter Strafe des Ausschlusses, spätestens innerhalb sechs Monate vom 1. Januar 1913 bezw. vom Datum ihrer Ernennung ab, wenn diese nach dem 1. Januar 1913 erfolgt ist, an den Präsidenten des Verwaltungsrates abgeben.

Die Beitrittserklärung muß mit dem gegenwärtigen Reglemente angefügten Schema übereinstimmen.

Kap. III. R e c h n u n g s w e s e n.

Art. 22. Die Pensionskasse und die Unterstützungskasse haben jede eine getrennte Buchführung und eine getrennte Kasse. Die Revision der beiden Kassen wird jedesmal gleichzeitig vorgenommen.

Art. 23. Die Hilfsquellen der Pensionskasse bestehen in:

1923

1^o une retenue annuelle ordinaire de 3 % à opérer sur les traitements des fonctionnaires et employés, nommés provisoirement ou définitivement, et une retenue extraordinaire de 2 ½ % à prélever pendant les dix premières années sur les traitements et sur chaque majoration de traitement.

La retenue ordinaire est augmentée de 1 % pour les fonctionnaires et employés qui se marient ou se remarient après quarante ans d'âge, et de 2 % pour ceux qui se marient ou se remarient après cinquante ans.

Les retenues à opérer sur le traitement d'un fonctionnaire ou employé préposé à plusieurs emplois sont réglés séparément pour chaque emploi;

2^o une contribution annuelle des communes et respectivement des syndicats de communes, les hospices et des bureaux de bienfaisance de 5 % du montant des traitements que chacun de ces établissements accorde à ses fonctionnaires et employés participant à la caisse;

3^o un subside annuel de l'Etat égal à 3 % de la somme totale des traitements ci-avant;

4^o les intérêts des capitaux appartenant à la caisse;

5^o les dons et legs qui peuvent être faits à la caisse.

Art. 24. Les retenues et cotisations spéciales dues par les fonctionnaires et employés conformément à l'art. 23 sont prélevées sur les traitements des intéressés par les receveurs des communes et établissements respectifs, et versées entre les mains du secrétaire-trésorier.

Le versement est effectué dans la première quinzaine de chaque trimestre pour le trimestre écoulé. Il est toutefois réservé au conseil d'administration d'autoriser les comptables dans des cas particuliers et eu égard au chiffre peu élevé des redevances à verser, à opérer en

1. einem gewöhnlichen Jahresabzug von 3 % der Gehälter sowohl der provisorisch als definitiv ernannten Beamten und Angestellten, und einem außergewöhnlichen Abzug von 2½ % der Gehälter und Gehaltserhöhungen während der ersten zehn Jahre.

Der gewöhnliche Gehaltsabzug wird um 1 % erhöht für die Beamten und Angestellten, die nach dem Alter von 40 Jahren heiraten oder wieder heiraten, und um 2 % für diejenigen, die nach dem Alter von 50 Jahren heiraten oder wieder heiraten.

Die Gehaltsabzüge eines Beamten oder Angestellten, der mehrere Ämter bekleidet, werden für ein jedes dieser Ämter getrennt geregelt;

2. eine jährliche Beisteuer der Gemeinde bzw. der Gemeindeverbände, der Hospizien und Armenbüreaus von 5 % der Gehälter, die jede dieser Anstalten ihren der Klasse angehörigen Beamten und Angestellten bewilligt;

3. einem jährlichen Staatssubsid von 3 % der Gesamtsumme der oben erwähnten Gehälter;

4. den Zinsen der der Klasse gehörenden Kapitalien;

5. den Geschenken und Vermächtnissen, die der Klasse gemacht werden können.

Art. 24. Die von den Beamten und Angestellten gemäß Art. 23 zu leistenden Abzüge und speziellen Beiträge werden von deren Gehältern vorweggenommen und von den mit dieser Vorwegnahme beauftragten Einnehmern der Gemeinden bzw. Anstalten in die Klasse des Sekretär-Einnehmers abgeführt.

Die Einzahlung geschieht quartalsweise und zwar innerhalb der ersten 14 Tage nach Ablauf eines jeden Trimesters.

Der Verwaltungsrat kann jedoch in besonderen Fällen und mit Rücksicht auf den geringen Betrag der einzuzahlenden Summen die Einnehmer

1324

une fois le versement des retenues et cotisations d'un semestre ou d'une année. Dans ce cas, le versement doit s'effectuer au plus tard dans la première quinzaine du mois qui suit la période pour laquelle les redevances sont acquittées.

Art. 25. Chaque versement est accompagné d'un bordereau indiquant les nom et prénoms des participants, l'emploi principal ou accessoire du chef desquels les cotisations sont dues, le montant du traitement attaché à l'emploi respectif et, pour chaque participant et chaque emploi séparément, le montant des cotisations versées soit au profit de la caisse de retraite soit au profit de la caisse de secours.

Art. 26. Les parts contributives à charge des communes et des établissements auxquels les participants sont attachés sont également versées par les receveurs respectifs de la manière indiquée ci-dessus et sont comprises dans les mêmes quittances, simultanément avec les retenues prélevées sur les traitements des participants.

Art. 27. Les participants à la caisse qui se trouvent dans les cas d'affiliation facultative prévus par l'art. 11 de la loi organique, font directement le versement de leurs cotisations entre les mains du secrétaire-trésorier et ce au plus tard dans la première quinzaine qui suit l'année pour laquelle les cotisations sont dues.

Art. 28. Les subventions à payer à la caisse de prévoyance par l'État sont liquidées au nom du président du conseil d'administration de la caisse.

Art. 29. Il est tenu par le secrétaire-trésorier un état permanent de tous les participants à la caisse. Les indications que doit contenir cet état sont arrêtées par disposition ministérielle.

Les communes, par l'organe de leurs collègues

ermächtigen, die für ein Semester oder ein Jahr geschuldeten Gelder in einem Male einzuzahlen. In diesem Falle muß die Einzahlung spätestens in der ersten Hälfte des Monats nach dem Zeitabschnitt erfolgen, für den die geschuldeten Beiträge geleistet sind.

Art. 25. Jeder Einzahlung ist ein Begleitschein mit folgenden Angaben beigegeben: Namen und Vornamen der Beteiligten, Haupt- und Nebenbeschäftigung auf Grund deren die Beiträge geschuldet sind, Betrag des mit jedem einzelnen Amte verbundenen Gehaltes und Betrag der nach Personen und Amt getrennten sowohl in die Pensionskasse als in die Unterstützungskasse geleisteten Einzahlungen.

Art. 26. Die Einzahlungen des von den Gemeinden und Anstalten für ihre Angestellten zu leistenden Anteiles werden ebenfalls in der oben angegebenen Weise durch die betreffenden Einnahmer besorgt und in denselben Quittungen zugleich mit den auf den Gehältern vorgenommenen Abzügen vermerkt.

Art. 27. Die Mitglieder, deren Beitritt zur Kasse gemäß Art. 11 des organischen Gesetzes fakultativ ist, zahlen ihren geschuldeten Anteil direkt an den Sekretär-Einnahmer, spätestens in den ersten vierzehn Tagen nach Ablauf des Jahres, für das die Beiträge geschuldet sind.

Art. 28. Die vom Staat an die Fürsorgekasse zu leistenden Zuschüsse werden auf den Namen des Präsidenten des Verwaltungsrates liquidiert.

Art. 29. Der Sekretär-Einnahmer führt ein ständiges Verzeichnis aller der Kasse angegliederten Personen. Die in dieses Verzeichnis einzutragenden Angaben werden durch Ministerial-Beschluß festgesetzt.

Durch Vermittlung der Schöffenträte und bezw.

échevinaux, et les établissements publics intéressés, par l'organe de leur administration, communiquent immédiatement au secrétaire-trésorier toute mutation survenue dans le personnel de leurs employés et dans les traitements des participants.

Art. 30. La comptabilité de la caisse est vérifiée au moins deux fois par an par le président ou par le membre du conseil d'administration qu'il délègue à ces fins.

Le Directeur général du service afférent peut aussi faire vérifier à toute époque la caisse et les écritures de la comptabilité par une personne à désigner par lui.

Les livres et toutes les pièces relatives à l'administration de la caisse sont à la disposition du conseil d'administration et peuvent être examinés par chacun de ses membres.

Art. 31. Toutes les valeurs appartenant à la caisse sont déposées à la Recette générale ou dans un autre établissement à désigner par le conseil d'administration sous l'approbation du Gouvernement.

Aucun titre ne peut être retiré sans l'assentiment du conseil d'administration.

Art. 32. L'avoir de la caisse est placé soit en obligations des emprunts de l'Etat, des communes, du crédit foncier ou des sociétés des chemins de fer indigènes, soit à la caisse d'épargne.

Le Gouvernement peut toutefois autoriser le placement en d'autres valeurs que celles susindiquées.

Art. 33. Il est interdit de conserver, en fonds au porteur et en numéraire, une somme supérieure au montant fixé par le conseil d'administration.

Le conseil prend pour l'encaissement des intérêts des fonds au porteur et pour la con-

der Verwaltungspräsidenten werden dem Sekretär-Einnehmer unverzüglich alle im Beamtenpersonal der Gemeinden und öffentlichen Anstalten sowie in deren Gehältern eintretenden Änderungen zur Kenntnis gebracht.

Art. 30. Der Präsident oder das von ihm dazu delegierte Mitglied des Verwaltungsrates nimmt wenigstens zweimal im Jahre eine Kontrolle der Kassenbuchführung vor.

Der zuständige General-Direktor kann ebenfalls jederzeit durch einen von ihm zu ernennenden Delegierten eine Kassen- und Bücherrevision vornehmen lassen.

Die Bücher und alle die Verwaltung der Kasse betreffenden Schriftstücke stehen dem Verwaltungsrate zur Verfügung und können von jedem einzelnen Mitglied desselben eingesehen werden.

Art. 31. Alle der Kasse angehörenden Wertpapiere werden in der Generalkasse oder in einer vom Verwaltungsrat vorbehaltlich der Genehmigung der Regierung zu bezeichnenden Anstalt hinterlegt.

Ohne Zustimmung des Verwaltungsrates darf keines der hinterlegten Wertpapiere zurückgezogen werden.

Art. 32. Die Kapitalien der Kasse werden entweder in Obligationen von Anleihen des Staates, der Gemeinden, der Grundkreditanstalt oder der inländischen Eisenbahngesellschaften oder bei der Sparkasse angelegt.

Die Regierung kann indes auch den Ankauf anderer Wertpapiere gestatten.

Art. 33. Der Bestand an auf den Inhaber lautenden Papieren und an Bargeld darf die vom Verwaltungsrat festgesetzte Summe nicht übersteigen.

Der Verwaltungsrat trifft bezüglich der Einlassierung der Zinsen der Wertpapiere sowie der

servation des capitaux telles mesures de précaution qu'il juge utiles.

Art. 34. Le secrétaire-trésorier prendra les mesures nécessaires pour prévenir les vols et pertes de fonds.

Il ne peut obtenir décharge d'un vol ou d'une perte de fonds que s'il est établi que le vol ou la perte ont été l'effet d'un cas de force majeure et que les précautions prescrites par le conseil d'administration ont été observées.

Art. 35. Le compte et le bilan de la caisse de prévoyance sont dressés par le secrétaire-trésorier chaque année séparément pour la caisse de retraite et la caisse de secours. Au plus tard avant le 1^{er} avril ils sont soumis à l'examen du conseil d'administration qui les transmet, avec ses observations et avant la fin du mois d'avril, au Directeur général du service afférent, pour être arrêtés par lui.

Art. 36. Les compte et bilan, appuyés des pièces justificatives, présentent avec les distinctions nécessaires:

1^o le tableau des valeurs de toute nature existant en caisse et en portefeuille au commencement de la gestion;

2^o les recettes et les dépenses faites pendant le cours de la gestion;

3^o le montant des valeurs qui se trouvent dans la caisse et en portefeuille à la fin de la gestion.

L'état de la situation annuelle est publié au *Mémorial*.

Art. 37. Les retenues opérées restent acquises à la caisse, sauf les exceptions déterminées par l'art. 5 litt. b et l'art. 12 alinéa final de la loi du 7 août 1912. Les restitutions prévues par les deux dispositions doivent être réclamées, sous peine de déchéance, au plus tard dans les six mois qui suivent la date à laquelle le fonctionnaire ou employé a renoncé à l'affiliation, ou à laquelle il a quitté le service.

Aufbewahrung der Kapitalien alle für nötig erachteten Vorsichtsmaßregeln.

Art. 34. Der Sekretär-Einnahmer trifft die nötigen Maßnahmen, um Diebstähle oder Geldverluste zu verhindern.

Er kann von einem Diebstahl oder einem Geldverlust nur insofern entlastet werden als festgestellt ist, daß der Diebstahl oder der Verlust infolge höherer Gewalt erfolgt ist und die vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Maßnahmen beobachtet worden sind.

Art. 35. Der Sekretär-Einnahmer stellt jedes Jahr eine getrennte Rechnung und Bilanz für die Pensionskasse und die Unterstützungskasse auf. Rechnung und Bilanz werden spätestens vor dem 1. April dem Verwaltungsrat zur Prüfung vorgelegt und mit den Bemerkungen des letzteren noch vor Ende April an den zuständigen General-Direktor zur Genehmigung eingesandt.

Art. 36. Außer den Belegen enthält die getrennt aufgestellte Rechnung und Bilanz:

1. das Verzeichnis aller bei Beginn der Amtsführung vorrätigen Gelder und Wertpapiere;

2. die während der Amtsführung bewirkten Einnahmen und Ausgaben;

3. den Betrag der beim Schluß der Amtsführung vorrätigen Gelder und Wertpapiere.

Eine Jahresübersicht wird im „Memorial“ veröffentlicht.

Art. 37. Die geleisteten Abzüge verbleiben der Kasse mit Ausnahme der im Art. 5 lit. b und Art. 12, Schlußabsatz des Gesetzes vom 7. August 1912 aufgezählten Fälle. Um den in diesen beiden Bestimmungen vorgesehenen Rückerstattungen nicht verlustig zu gehen, müssen letztere spätestens innerhalb sechs Monaten nach dem Austritt des Beamten oder Angestellten aus dem Verband oder dem Dienst gefordert werden.

Chap. IV. — *De la liquidation des pensions.*

Art. 38. Toute demande de pension sera adressée au président du conseil d'administration de la caisse et sera instruite par ses soins.

La requête indiquera les nom, prénoms, âge, domicile ou résidence de l'intéressé, les motifs qui le portent à demander sa retraite, et le lieu où il désire que la pension lui soit payée.

Art. 39. Le fonctionnaire ou employé participant doit joindre à la requête:

- 1° son acte de naissance;
- 2° son état de service, accompagné des actes de nomination ou autres pièces constatant les nominations.

Art. 40. La veuve d'un participant qui demande une pension de retraite doit joindre à sa requête:

- 1° les pièces mentionnées à l'article précédent;
- 2° l'acte de mariage;
- 3° l'acte de décès du mari;
- 4° un certificat de l'autorité communale du lieu de son domicile constatant qu'elle est restée en état de viduité;
- 5° s'il y a lieu, un extrait de l'acte de naissance et un certificat de vie pour chaque enfant âgé de moins de 18 ans.

Art. 41. Toute demande de pension en faveur d'enfants orphelins doit être faite par le tuteur et être accompagnée des pièces suivantes:

- 1° l'acte de naissance du père et son état de service, conformément aux prescriptions de l'art. 36 ci-avant;
- 2° l'acte de mariage des père et mère;
- 3° les actes de décès du père et, le cas échéant, de la mère;
- 4° un extrait de l'acte de naissance et un certificat de vie pour chaque enfant;
- 5° la preuve de la qualité du tuteur.

Kap. IV. — *Liquidation der Pensionen.*

Art. 38. Jedes Pensionsgesuch wird dem Präsidenten des Verwaltungsrates unterbreitet und von ihm untersucht.

Das Gesuch enthält die Namen, Vornamen, Alter, Wohn- oder Aufenthaltsort des Gesuchstellers, die Gründe seines Antrages auf Pensionierung, sowie den Ort, wo er die Auszahlung der Pension wünscht.

Art. 39. Der beteiligte Beamte oder Angestellte hat seinem Gesuche beizufügen:

1. seine Geburtsurkunde;
2. seinen Dienstetat mit den Ernennungsurkunden oder den die Ernennungen feststellenden Dokumenten.

Art. 40. Die Witwe eines Rassenmitgliedes, die eine Alterspension nachsucht, hat ihrem Gesuch beizulegen:

1. die im vorhergehenden Artikel erwähnten Dokumente;
2. den Heiratsakt;
3. die Sterbeurkunde ihres Ehemannes;
4. ein durch die Gemeindebehörde ihres Wohnortes auszustellendes Lebensattest;
5. gegebenenfalls einen Auszug aus der Geburtsurkunde und ein Lebenszeugnis für jedes Kind unter 18 Jahren.

Art. 41. Jedes Pensionsgesuch zu Gunsten von Waisenkindern muß vom Vormund ausgehen und mit folgenden Schriftstücken belegt sein:

1. dem Geburtsakt und dem Dienstetat des Vaters, gemäß den Vorschriften des vorhergehenden Art. 39;
2. dem Heiratsakt von Vater und Mutter;
3. der Sterbeurkunde des Vaters und, gegebenenfalls, der Mutter;
4. einem Auszuge aus dem Geburtsakte und einem Lebenszeugnis für jedes Kind;
5. dem Ausweis über die Eigenschaft des gesuchstellenden Vormundes.

Art. 42. La veuve d'un participant pensionné qui demande la réversion en sa faveur de la pension accordée à son mari, doit joindre à sa requête:

- 1° l'acte de mariage;
- 2° s'il a y lieu, les actes de naissance et les certificats de vie des enfants.

Art. 43. Toute demande de réversion de pension au profit d'enfants mineurs est faite par le tuteur et doit être accompagnée des pièces suivantes:

- 1° de l'acte de mariage des père et mère;
- 2° les actes de décès du père et, le cas échéant, de la mère;
- 3° les actes de naissance et les certificats de vie des enfants;
- 4° la preuve de la qualité de tuteur.

Art. 44. Si la pension est demandée pour cause de maladie ou d'infirmité, il doit être produit, outre les pièces mentionnées aux articles qui précèdent, une déclaration motivée de deux médecins désignés par le président du conseil d'administration.

Les frais de visite sont à charge de la caisse, mais pour autant seulement que le requérant est admis à la retraite.

Art. 45. La déclaration donnée par les médecins doit énoncer d'une manière détaillée:

- 1° quelles sont les causes probables, la nature, la gravité et les suites des infirmités;
- 2° si les infirmités paraissent devoir être temporaires ou permanentes;
- 3° s'il en résulte pour l'intéressé l'impossibilité de continuer à remplir ses fonctions ou à les reprendre.

Art. 46. Si la pension est demandée pour cause de blessures ou d'accidents survenus dans les circonstances prévues par l'art. 9 litt. d et l'art. 18 de la loi du 7 août 1912, il

Art. 42. Die Witwe eines pensionierten Mitgliedes, die die Übertragung der ihrem Ehemann zustehenden Pensionsrechte zu ihren Gunsten verlangt, muß ihrem Gesuche beilegen:

1. den Heiratsakt;
2. gegebenenfalls die Geburtsurkunden und die Lebenszeugnisse der Kinder.

Art. 43. Jedes Gesuch um Übertragung der Pensionsrechte zu Gunsten minderjähriger Kinder wird vom Vormund eingereicht unter Beifügung folgender Schriftstücke:

1. der Heiratsurkunde von Vater und Mutter;
2. der Sterbeurkunde des Vaters, und, gegebenenfalls, der Mutter;
3. der Geburtsurkunde und der Lebensatteste der Kinder;
4. dem Nachweis über die Eigenschaft des gesuchstellenden Vormundes.

Art. 44. Wird die Pension krankheits- oder gebrechlichkeithalber nachgesucht, so muß, außer den in den vorhergehenden Artikeln erwähnten Schriftstücken, ein begründetes Gutachten von zwei, durch den Präsidenten des Verwaltungsrates bezeichneten Ärzten, beigebracht werden.

Die ärztlichen Untersuchungskosten sind zu Lasten der Klasse, jedoch nur im Falle der Zulassung des Gesuchstellers zur Pensionierung.

Art. 45. Das ärztliche Gutachten muß genau angeben:

1. die wahrscheinlichen Ursachen, die Art, die Schwere und die Folgen der Gebrechen;
2. ob die Gebrechen vorübergehend oder dauernd zu sein scheinen;
3. ob dadurch der Interessent in die Unmöglichkeit versetzt ist, sein Amt weiter zu versehen oder wieder aufzunehmen.

Art. 46. Wird die Pension nachgesucht infolge erlittener Verwundungen oder Unfälle in den durch Art. 9 litt. d und Art. 18 des Gesetzes vom 7. August 1912 vorgesehenen Umständen, so

sera produit, indépendamment des autres documents requis:

1^o des pièces constatant le jour, le lieu et la nature de l'accident;

2^o des certificats de deux médecins désignés par le président du conseil d'administration de la caisse, énonçant la nature, la gravité et les suites des blessures ou accidents.

Le conseil d'administration pourra exiger, en outre, d'autres moyens de preuve.

Le cas échéant, la constatation des faits, si le conseil juge cette formalité nécessaire, a lieu à la diligence de la partie qui requiert la pension.

Art. 47. Si les pièces ne peuvent être toutes produites par le participant, la veuve ou le tuteur, la requête en indique les motifs.

Le conseil d'administration détermine la manière dont il peut être suppléé aux pièces manquantes.

Art. 48. La demande en obtention d'une pension et tous les documents à produire à l'appui en conformité des art. 38 à 46 peuvent être couchés sur papier libre.

Art. 49. La demande de pension, dûment instruite, est soumise au conseil d'administration qui y statue d'urgence, après avoir entendu, au besoin, l'intéressé.

Les délibérations du conseil d'administration portant allocation ou refus de pensions de retraite sont soumises à l'approbation du Directeur général.

Les décisions afférentes du Gouvernement sont sujettes à recours devant le comité du contentieux du Conseil d'Etat, conformément à l'art. 31 de la loi du 7 août 1912.

Art. 50. Tout ayant-droit admis à la pension reçoit un brevet.

müssen, unbeschadet der andern erforderlichen Dokumente, noch beigebracht werden:

1. Schriftstücke, die den Tag, den Ort und die Art des Unfalles feststellen;

2. Atteste von zwei durch den Präsidenten des Verwaltungsrates der Kasse bezeichneten Ärzte, welche die Art, die Schwere und die Folgen der Verwundungen oder Unfälle angeben.

Der Verwaltungsrat kann außerdem noch andere Beweismittel fordern.

Gegebenenfalls findet die Feststellung der Tatsachen, wenn der Verwaltungsrat die Erfüllung dieser Formalität als notwendig erachtet, auf Betreiben der die Pension nachsuchenden Person statt.

Art. 47. Können sämtliche Schriftstücke nicht von dem Beteiligten, der Witwe und dem Vormund geliefert werden, so sind in dem Gesuche die entsprechenden Gründe anzugeben.

Der Verwaltungsrat bestimmt in diesem Falle, auf welche Weise die fehlenden Schriftstücke ersetzt werden.

Art. 48. Das Gesuch um Gewährung einer Pension und alle in Gemäßheit der Art. 38 bis 46 zu liefernden Dokumente können auf stempelfreies Papier ausgefertigt werden.

Art. 49. Das Pensionsgesuch wird, nach gehöriger Untersuchung, dem Verwaltungsrat unterbreitet, der ohne Verzug darüber befindet, nötigenfalls nach Anhörung des Interessenten.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates betreffend die Gewährung oder die Verweigerung von Ruhegehältern sind der Genehmigung des General-Direktors unterworfen.

Die diesbezüglichen Entscheidungen der Regierung sind der Berufung an den Ausschuß für Streitfachen des Staatsrates unterworfen, gemäß Art. 31 des Gesetzes vom 7. August 1912.

Art. 50. Jeder zur Pension zugelassene Rechtsinhaber erhält ein Brevet.

Le brevet de la pension des enfants mineurs est remis au tuteur.

Art. 51. Les pensions sont payées par le secrétaire-trésorier. Le paiement se fait sur des états collectifs dressés par le conseil d'administration.

Art. 52. Pour obtenir le paiement de la pension, l'ayant-droit doit produire un certificat de vie, qui est exempt de timbre et délivré gratuitement par l'autorité communale du lieu de la résidence du pensionnaire.

Le certificat délivré aux veuves constate qu'elles n'ont pas contracté un nouveau mariage. Les veuves qui ont des enfants âgés de moins de 18 ans produiront un certificat constatant les moyens d'existence de chacun d'eux.

Le tuteur doit produire un certificat contenant les mêmes renseignements.

Art. 53. En cas de changement de résidence, le pensionnaire ou le tuteur est tenu de faire connaître au président du conseil d'administration le lieu où il désire toucher la pension.

Chap. V. — Des secours.

Art. 54. La caisse de prévoyance accorde des secours à ses membres malades ou blessés. Ces secours consistent dans la restitution partielle des honoraires du médecin et des dépenses pour médicaments et moyens curatifs ordinaires; ils ne pourront pas dépasser la moitié des frais sanitaires ni un montant de 150 fr.

Toutefois, dans le cas où la moitié des frais sanitaires dépasse le chiffre de 150 fr., le conseil d'administration décide, selon l'état de la caisse et la situation de l'intéressé, s'il y a lieu de fixer les secours à un chiffre supérieur à 150 fr. sans qu'ils puissent néanmoins excéder la moitié des frais.

Das Pensionsbrevet der minderjährigen Kinder wird dem Vormund ausgehändigt.

Art. 51. Die Auszahlung der Pensionen erfolgt durch den Sekretär-Einnehmer auf Sicht von Kollektivetats, deren Aufstellung dem Verwaltungsrat obliegt.

Art. 52. Um die Auszahlung der Pension zu erlangen, muß der Rechtsinhaber ein Lebensattest beibringen, das unentgeltlich auf stempelfreies Papier durch die Gemeindebehörde des Aufenthaltsortes des Pensionierten ausgestellt wird.

Das den Wittven ausgehändigte Lebenszeugnis stellt fest, daß sie keine neue Ehe eingegangen sind. Die Wittven mit Kindern unter 18 Jahren müssen ein Zeugnis über die Existenzmittel eines jeden dieser Kinder beibringen.

Der Vormund hat ein dieselben Auskünfte enthaltendes Zeugnis zu liefern.

Art. 53. In dem Falle einer Wohnortsveränderung ist der Pensionär oder der Vormund gehalten, dem Präsidenten des Verwaltungsrates den Ort, wo er seine Pension zu erheben wünscht, bekannt zu geben.

Kap. V. — U n t e r s t ü t z u n g e n .

Art. 54. Die Fürsorgekasse gewährt ihren Mitgliedern im Falle von Krankheit oder Verwundung Unterstützungen. Diese Unterstützungen bestehen in der teilweisen Milderstattung der ärztlichen Honorare sowie der Ausgaben für Medikamente und gewöhnliche Heilmittel; sie können indes weder die Hälfte der durch die Krankenpflege verursachten Kosten, noch einen Betrag von 150 Fr. übersteigen.

In dem Falle, wo die Hälfte der Pflegekosten den Betrag von 150 Fr. übersteigt, entscheidet der Verwaltungsrat, unter Berücksichtigung der Vermögenslage der Kasse und derjenigen des Interessenten, ob die Festsetzung der Unterstützungen auf einen höheren Betrag als 150 Fr. angezeigt ist; in keinem Falle jedoch können die Unterstützungen die Hälfte der Kosten übersteigen.

Une disposition ministérielle, prise sur les propositions du conseil d'administration, règlera en détail la question des frais sanitaires, en déterminant notamment la nature des médicaments et autres moyens curatifs au paiement desquels la caisse de secours peut participer.

Il est réservé au conseil d'administration de faire taxer par le Collège médical les mémoires des médecins et les factures des pharmaciens.

Art. 55. Aucune subvention n'est accordée pour les maladies causées par la débauche ou l'intempérance ni pour blessures reçues dans une rixe où le participant a été l'agresseur ou dans une émeute à laquelle il a pris une part volontaire

Art. 56. Lorsqu'un membre participant tombe malade, il doit immédiatement en informer le président du conseil d'administration qui provoque, sur la production d'un certificat médical et des autres pièces justificatives nécessaires, le paiement des secours mis à charge de la caisse par le conseil d'administration.

Il appartient au conseil de faire constater l'état du malade par un médecin de son choix. Les frais de cette visite médicale sont à charge de la caisse.

Art. 57. La caisse cesse d'intervenir dans le paiement des frais sanitaires qui seraient occasionnés à partir du jour où le médecin traitant a certifié de rétablissement du participant.

Art. 58. Dans le cas de décès, la caisse accorde les secours suivants:

- a) en cas de décès d'un enfant âgé de moins de 12 ans, 125 fr.;
- b) en cas de décès d'un enfant âgé de plus de 12 ans et de moins de 18 ans, resté à charge des parents, 200 fr.;
- c) en cas de décès de l'épouse du participant, 300 fr.;

Eine auf die Vorschläge des Verwaltungsrates hin erfolgte ministerielle Verfügung wird im Einzelnen die Frage der Krankenpflegekosten regeln und besonders die Art der Medikamente und anderer Heilmittel, an deren Bezahlung die Kasse teilnehmen kann, des Näheren bestimmen.

Dem Verwaltungsrat bleibt es vorbehalten, die Honorarnoten der Ärzte und die Rechnungen der Apotheker vom Medizinalkollegium prüfen zu lassen.

Art. 55. Es wird keine Unterstützung bewilligt für Krankheiten, die durch Ausschweifungen oder Unmäßigkeit entstanden sind, sowie für Verwundungen, die von einem Streite herrühren, bei dem das Kassemittglied der Angreifer war, oder die infolge eines Aufruhrs entstanden sind, an dem der Interessent freiwillig Anteil nahm.

Art. 56. Wird ein teilnehmendes Mitglied krank, so muß es unverzüglich den Präsidenten des Verwaltungsrates davon verständigen, der dann, auf Sicht eines ärztlichen Attestes und der andern erforderlichen Belege, die Auszahlung der der Kasse vom Verwaltungsrate auferlegten Unterstützungen anordnet.

Dem Verwaltungsrate steht das Recht zu, den Krankheitszustand von einem durch ihn bezeichneten Arzt feststellen zu lassen; die Kosten dieser ärztlichen Untersuchung bleiben zu Lasten der Kasse.

Art. 57. Die Beteiligung der Kasse an der Bezahlung der Pflegekosten hört mit dem Tage auf, an dem der behandelnde Arzt die Wiederherstellung des Mitgliedes bescheinigt.

Art. 58. Die Kasse gewährt folgende Sterbegelder, im Falle des Ablebens:

- a) eines Kindes unter 12 Jahren, 125 Fr.;
- b) eines zu Lasten der Eltern gewesenen Kindes zwischen 12 und 18 Jahren, 200 Fr.;
- c) der Ehegattin eines Mitgliedes, 300 Fr.;

d) en cas de décès d'un membre marié ou veuf avec enfants à charge de leur père, 600 fr.

Si le fonctionnaire ou l'employé n'est pas marié ou s'il est veuf sans enfants, le secours sub *d* est versé aux personnes dont le défunt était le soutien et qui ont supporté les frais de la dernière maladie et les frais funéraires. A défaut de ces personnes, la caisse pourvoit directement aux dits frais jusqu'à concurrence d'une somme de 300 fr.

Selon l'état de la caisse de secours et sans préjudice des dispositions du second alinéa de l'art. 60, les secours prévus au présent article peuvent être augmentés ou diminués par le conseil d'administration sous l'approbation du Gouvernement; cette augmentation ou cette diminution ne peut se faire que par mesure générale.

Art. 59. Aucun recours n'est recevable contre les décisions du conseil portant ou refusant l'allocation de secours.

Art. 60. Les anciens fonctionnaires et employés ou leurs veuves et enfants mineurs qui, au 1^{er} janvier 1913, se trouvent être affiliés à l'une ou à l'autre des mutualités existantes des employés communaux, participent aux avantages de la nouvelle caisse de secours commune, à condition de verser à cette caisse la même cotisation annuelle que celle due par les autres membres encore en fonctions, et de faire parvenir par lettre chargée une déclaration d'affiliation au président du conseil d'administration dans les six mois à dater du 1^{er} janvier 1913.

En aucun cas les dits avantages ne peuvent être inférieurs aux bénéfices assurés aux intéressés par les anciennes mutualités.

Art. 61. Les fonctionnaires et employés qui occupent un ou plusieurs emplois dans une ou

d) eines verheirateten Mitgliedes oder eines Wittwers mit Kindern, die zu seiner Last geblieben sind, 600 Fr.

Ist ein Beamter oder Angestellter nicht verheiratet oder kinderloser Wittwer, so wird die unter *d* verzeichnete Unterstützung den Personen ausgehändigt, deren Stütze der Verstorbene war und welche die Krankheits- und Begräbniskosten bestritten haben. Sind solche Personen nicht vorhanden, so kommt die Kasse direkt für diese Kosten bis zu einem Betrage von 300 Fr. auf.

Nach der Vermögenslage der Hilfskasse und unbeschadet der Bestimmungen des zweiten Absatzes des Art. 60, kann der Verwaltungsrat, mit der Genehmigung der Regierung, die in gegenwärtigem Artikel vorgesehenen Unterstützungen erhöhen oder herabsetzen; jedoch muß diese Erhöhung oder Herabsetzung Gegenstand einer allgemeinen Maßregel bilden.

Art. 59. Gegen die Entscheidungen des Verwaltungsrates betreffend die Gewährung oder Verweigerung einer Unterstützung ist keine Berufung zulässig.

Art. 60. Die früheren Beamten und Angestellten oder ihre Wittven und minderjährigen Kinder, die am 1. Januar 1913 Mitglieder der verschiedenen Genossenschaften der Gemeindeangestellten sind, nehmen an den Vorteilen der neuen Hilfskasse teil, unter der Bedingung, an diese Kasse denselben jährlichen Beitrag zu entrichten, wie der von den andern noch im Amte stehenden Mitgliedern geschuldete, und dem Präsidenten innerhalb sechs Monaten vom 1. Januar 1913 ab, durch eingeschriebenen Brief, eine Beitrittserklärung zukommen zu lassen.

In keinem Falle können besagte Vorteile geringer sein als die den Interessenten durch die früheren Genossenschaften gesicherten Rechte.

Art. 61. Die Beamten oder Angestellten, die ein oder mehrere Ämter in einer oder mehreren

plusieurs communes ou dans plusieurs établissements publics, ne contribuent à la caisse et ne participent à ses avantages qu'en une seule qualité.

Art. 62. La veuve survivante d'un membre participant qui veut continuer à faire partie de la caisse de secours, doit adresser par lettre chargée au président du conseil d'administration, dans les six mois à dater du décès de son mari, sous peine de déchéance, une déclaration portant l'obligation de verser annuellement entre les mains du secrétaire-trésorier la moitié de la dernière cote qu'avait dû verser le mari avant son décès.

Art. 63. Les ressources de la caisse se composent:

1° des cotisations spéciales à fournir par l'Etat et les communes ou établissements publics intéressés et respectivement par les affiliés à la caisse, en conformité des art. 60, 62 et 64;

2° de la part revenant à la caisse dans la liquidation de l'actif des sociétés de secours existantes des fonctionnaires et employés communaux;

3° des dons et legs qui peuvent être faits à la caisse;

4° des intérêts produits par les capitaux appartenant à la caisse.

Art. 64. Les contributions annuelles à fournir par l'Etat, les communes et établissements publics et les participants pour l'alimentation de la caisse de secours, sont fixées pour chacun des trois facteurs, à 1 % des traitements payés aux affiliés pendant l'année pour laquelle les contributions sont dues.

Le versement des contributions se fait suivant les prescriptions des art. 24 à 30 ci-avant.

Gemeinden oder öffentlichen Anstalten bekleiden, können nur in einer einzigen Eigenschaft zu der Kasse beitragen und deren Vorteile genießen.

Art. 62. Die überlebende Witwe eines beteiligten Mitgliedes, die Mitglied der Kasse verbleiben will, muß dem Präsidenten des Verwaltungsrates, innerhalb sechs Monaten nach dem Tode ihres Ehemannes, durch eingeschriebenen Brief, eine Erklärung zukommen lassen, mit der Verpflichtung, jährlich zu Händen des Sekretärs-Einnehmers die Hälfte der von dem verstorbenen Gatten für das letzte Jahr vor seinem Tode geschuldeten Jahresquote zu entrichten.

Art. 63. Die Hilfsquellen der Kasse bestehen in:

1. den besonderen Beiträgen des Staates und der beteiligten Gemeinden oder öffentlichen Anstalten und bezw. der Mitglieder der Kasse, gemäß Art. 60, 62 und 64;

2. dem der Kasse aus der Liquidierung des Vermögens der bestehenden Hilfsgenossenschaften der Gemeindebeamten und Angestellten zukommenden Anteil;

3. den Geschenken und Vermächtnissen, die der Kasse gemacht werden können;

4. den Zinsen der der Kasse gehörenden Kapitalien.

Art. 64. Die seitens des Staates, der Gemeinden und öffentlichen Anstalten und der Mitglieder für die Speisung der Kasse zu leistenden jährlichen Beiträge sind für jeden dieser drei Faktoren auf 1 % des Betrages der Gehälter festgesetzt, die den beteiligten Mitgliedern während des Jahres, für das die Beiträge geschuldet sind, ausbezahlt wurden.

Die Einzahlung der Beiträge erfolgt gemäß den Vorschriften der vorhergehenden Art. 24 bis 30.

Le contingent à fournir par les membres de la caisse est réparti entre eux par portions égales. La cotisation est fixée annuellement au mois de janvier pour l'année écoulée par disposition du Directeur général du ressort et sera retenue sur les traitements à payer aux participants pour le mois de février suivant.

La cotisation des membres qui ne sont plus en service, est à adresser directement et à la même époque au secrétaire-trésorier de la caisse; celle redue par des membres pensionnés ou décédés est prélevée sur leur pension resp. sur le secours leur revenant.

La veuve survivante d'un membre qui participerait à la caisse doit verser sa cotisation au plus tard dans le courant du mois de janvier qui suit l'année pour laquelle elle est due.

Art. 65. Le participant à la caisse de secours qui néglige de payer ses cotisations dans le délai prescrit, sera mis en demeure, par lettre chargée, de se libérer dans les quinze jours; si cette mise en demeure est restée infructueuse, il sera, de plein droit, après l'expiration de ce nouveau délai, exclu, ainsi que sa famille, des bénéfices de la caisse de secours. La lettre chargée contiendra la mention expresse qu'à l'expiration de ce nouveau délai, la déchéance sera encourue.

Chap. VI. — De la dissolution et de la liquidation des mutualités existantes.

Art. 66. A partir du 1^{er} janvier 1913, les sociétés de secours existantes des secrétaires communaux, des receveurs communaux, des gardes forestiers et des gardes champêtres sont mises en liquidation et cesseront de faire de nouvelles opérations.

Toutefois, les comités de ces mutualités con-

Der durch die Mitglieder der Klasse zu tragende Anteil wird gleichmäßig unter dieselben verteilt. Der Beitrag wird jährlich im Laufe des Monats Januar für das verflossene Jahr durch eine Verfügung des zuständigen General-Direktors festgesetzt und von den den Mitgliedern für den folgenden Monat Februar zu bezahlenden Gehältern abgezogen.

Der Beitrag der aus dem Dienst geschiedenen Mitglieder wird dem Sekretär-Einnehmer direkt und zu demselben Zeitpunkte eingesandt, während der von den pensionierten oder verstorbenen Mitgliedern geschuldete Beitrag von ihrer Pension bezw. dem ihnen zukommenden Sterbegeldern zurückbehalten wird.

Die überlebende Witwe eines Mitgliedes, die der Klasse beitreten würde, muß spätestens im Laufe des Monats Januar den für das verflossene Jahr fälligen Beitrag einzahlen.

Art. 65. Jedes Mitglied der Hilfskasse, das die Zahlung der Beiträge in dem vorgeschriebenen Zeitraum vernachlässigt, wird durch eingeschriebenen Brief aufgefordert, innerhalb 14 Tagen dies zu tun; wenn diese Aufforderung erfolglos geblieben, so wird er sowie seine Familie, nach Ablauf dieser neuen Frist, von Rechts wegen von den Vorteilen der Hilfskasse ausgeschlossen. Der eingeschriebene Brief erklärt ausdrücklich, daß nach Ablauf dieser neuen Frist der Interessent der in Rede stehenden Vorteile verlustig geht.

Chap. VI. — Auflösung und Liquidierung der bestehenden Genossenschaften.

Art. 66. Vom 1. Januar 1913 ab wird die Liquidierung der bestehenden Hilfs-genossenschaften der Gemeindefekretäre, der Gemeindevorsteher, der Förster und der Waidhüter vorgenommen und stellen letztere ihre Tätigkeit ein.

Jedoch verbleiben die Vorstände dieser Ge-

1335

tinuent à fonctionner jusqu'au moment où leur liquidation est achevée.

Art. 67. A l'expiration de l'année 1912, les comités des sociétés de secours mentionnés ci-avant établissent le compte final et un bilan détaillé qu'ils soumettront avec les pièces justificatives au Directeur général du ressort avant le 1^{er} mars 1913.

Toutes les personnes ayant à faire valoir des créances à charge des mutualités susdites, présenteront leurs réclamations aux comités respectifs avant le 1^{er} février 1913.

Art. 68. Le Gouvernement arrête les différents comptes et bilans et détermine en même temps la part de l'actif de chacune des mutualités revenant à la caisse de secours et la part qui est à verser à la caisse de retraite, pour être portée, en due concurrence, au crédit respectif des membres qui voudront faire le rachat des années de service antérieures, conformément aux dispositions de l'art. 16, al. 1 et 2 de la loi.

Les actifs en titres figureront dans les comptes à leur valeur réelle au 1^{er} janvier 1913.

Art. 69. Le versement des actifs se fait entre les mains du secrétaire-trésorier de la caisse de prévoyance. Le président du conseil d'administration en informe immédiatement le Directeur général par qui décharge est donnée aux comités respectifs. Par l'effet de cette décharge, les différentes mutualités cessent définitivement d'exister et leurs comités sont relevés de leurs fonctions.

Art. 70. La répartition de la part de l'actif des sociétés dissoutes, destinée au rachat des années de service antérieures de leurs membres, est opérée par le conseil d'administration de

noffenschaften im Amte bis zur vollständig erledigten Liquidierung.

Art. 67. Am Ende des Jahres 1912 stellen die Ausschüsse der eben erwähnten Hilfs-Genossenschaften ihre Schlussrechnung sowie eine detaillierte Bilanz auf, die sie, vor dem 1. März 1913, mit den erforderlichen Belegen dem zuständigen General-Direktor unterbreiten.

Alle Personen, die zu Lasten der obengenannten Genossenschaften Schuldforderungen geltend zu machen haben, müssen ihre Ansprüche vor dem 1. Februar 1913 bei den betreffenden Ausschüssen vorbringen.

Art. 68. Die Regierung schließt die verschiedenen Rechnungen und Bilanzen ab und setzt zu gleicher Zeit den Anteil der Hilfskasse an dem Vermögen einer jeden Genossenschaft fest, sowie den der Alterskasse zu leistenden Anteil, welcher letzterer in entsprechender Höhe dem Konto derjenigen Mitglieder gutgeschrieben wird, die in Gemäßheit der Bestimmungen des Art. 16, Absatz 1 und 2 des Gesetzes, den Rückkauf ihrer früheren Dienstjahre bewerkstelligen wollen.

Das in Wertpapieren angelegte Vermögen wird in den Rechnungen mit ihrem genauen Werte am 1. Januar 1913 aufgeführt.

Art. 69. Die Einzahlung des Vermögens erfolgt zu Händen des Sekretärs-Einnehmers der Fürsorgekasse. Der Präsident des Verwaltungsrates benachrichtigt unverzüglich davon den General-Direktor, der den betreffenden Ausschüssen Entlastung erteilt. Durch diese Entlastung hören die verschiedenen Genossenschaften endgültig zu bestehen auf und deren Ausschüsse sind ihrer Funktionen enthoben.

Art. 70. Der Verwaltungsrat der Fürsorgekasse ist, vorbehaltlich der Genehmigung des zuständigen General-Direktors und gemäß einem durch letzteren zu bestimmenden Modus.

la caisse de prévoyance sous l'approbation du Directeur général du ressort et suivant un mode à déterminer par lui.

Si cette part de l'actif dépassait le montant total des retenues dues par les membres des sociétés respectives, le solde est reporté au compte de la caisse de secours.

Art. 71. Notre Directeur général de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*-

Château de Berg, le 11 décembre 1912.

MARIE-ADELAÏDE

*Le Directeur général
de l'intérieur,
BRAUN.*

mit der Verteilung des Vermögensanteils der aufgelösten Genossenschaften, der zum Rückkauf der früheren Dienstjahre der Mitglieder bestimmt ist, beauftragt.

Übersteigt dieser Anteil an dem Vermögen der Genossenschaften den Gesamtbetrag der von ihren Mitgliedern geschuldeten Abzüge, so wird der Überschuss auf Rechnung der Hilfskasse übertragen.

Art. 71. Unser General-Direktor des Innern ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses, der im „Memorial“ veröffentlicht wird, betraut.

Schloß Berg, den 11. Dezember 1912.

Maria Adelheid.

Der General-Direktor
des Innern,
B r a u n .

Formule d'adhésion.

Caisse de prévoyance
des fonctionnaires et employés
communaux.

Engagement.

Je soussigné ... (*désigner le nom, les prénoms, la qualité*) ..., né a.. (*lieu de naissance*) ..., le ... (*date de naissance*) ..., demeurant à... (*domicile*) ..., déclare, par les présentes, me soumettre aux conditions imposées par la loi du 7 août 1912 portant création d'une caisse de prévoyance en faveur des fonctionnaires et employés communaux, ainsi qu'aux conditions prévues par le règlement du 11 décembre 1912, pris en exécution de la dite loi, et je m'engage à supporter les charges qui me seront imposées de ce chef, en conformité des dits loi et règlement.

Fait à....., le..... 1913.

(*Signature*)

Vu pour légalisation de la signature du sieur.....

Le bourgmestre,

Approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 11 décembre 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.

MARIE-ADELAÏDE.